



## **Lettre ouverte : Les banques centrales doivent soutenir la vague de rénovations énergétiques des logements**

Paris, 27 Septembre 2022

Monsieur le Gouverneur,

La crise du coût de la vie provoquée par la flambée des prix de l'énergie frappe de plein fouet les Français, rongant leurs économies et détériorant leurs conditions de vie. Dans le même temps, le choc énergétique actuel représente une source de risque financier pour le système bancaire, et une volatilité accrue compromettrait la gestion de la stabilité des prix.

Dans ces circonstances sans précédent, les performances en matière d'efficacité énergétique dans le secteur du logement revêtent une importance stratégique. Avec la hausse des prix de l'énergie, les ménages sont confrontés à des contraintes budgétaires croissantes qui peuvent affecter leur capacité à faire face à leurs obligations de remboursements de crédits immobiliers, entraînant des retards de paiement, voire des situations de défaut. Pour les banques, ces risques pourraient constituer une source importante de prêts non performants dans leurs portefeuilles. Comme l'ont révélé les résultats des tests de résistance climatique de la BCE publiés en juillet 2022<sup>1</sup>, les risques de crédit associés aux propriétés à faible performance énergétique sont trois fois plus élevés par rapport aux habitations à haute performance énergétique. Ce risque pourrait être exacerbé car les propriétaires les plus pauvres ont tendance à posséder des maisons à faible niveau de performance énergétique. En outre, les citoyens vulnérables pourraient être touchés de manière disproportionnée si l'économie entrait en récession dans les prochains mois, avec une augmentation probable du niveau de chômage.

Si les défauts de paiement sur les crédits immobiliers prenaient une ampleur systémique, le secteur bancaire pourrait être confronté à une crise de stabilité financière. Le constat est inquiétant : la capacité des banques et des autorités de surveillance à anticiper et à se préparer à une telle crise est brouillée par le manque de données précises sur la performance énergétique des portefeuilles de prêts hypothécaires des banques. Seules 35% des banques ayant participé au test de résistance climatique de la BCE ont pu utiliser les données des diagnostics de performance énergétique (DPE), il se pourrait que les risques de crédit soient donc largement sous-estimés.<sup>2</sup>

En tant que coalition d'experts et d'organisations de la société civile travaillant dans le domaine de la finance durable, de l'efficacité énergétique des bâtiments et de la précarité énergétique, nous sommes préoccupés par les réponses apportées par la Banque de France et l'Eurosystème, qui sont insuffisantes et inadaptées pour faire face à la crise énergétique.

---

1 [Le test de résistance prudentiel de la BCE révèle que les banques doivent se concentrer davantage sur les risques liés au climat](#), Banque centrale européenne, 8 Juillet 2022

2 Pour les 65% des collatéraux restants, les banques ont estimé l'étiquette DPE grâce à des données indirectes (proxy). Dans 17% des cas, les banques n'avaient aucune donnée permettant d'estimer le niveau de performance énergétique.

Tout d'abord, la stratégie de l'Eurosystème consistant à augmenter les taux d'intérêt n'est pas susceptible d'aider à réduire la pression inflationniste provenant des prix de l'énergie importée<sup>1</sup>, d'autant plus que la consommation d'énergie est largement limitée. En revanche, l'effet récessif du resserrement de la politique monétaire pourrait provoquer du chômage et détériorer davantage le coût des investissements verts tels que dans le domaine de la rénovation énergétique.<sup>2</sup> Pour ces raisons, nous sommes préoccupés par l'absence de mesures spécifiques concernant les portefeuilles immobiliers dans le plan d'action de la BCE contre le changement climatique, malgré les risques signalés dans les tests de résistance climatique de la BCE.

Motivés par un sentiment d'urgence, nous lançons la campagne '[Unlock](#)' à l'échelle européenne pour inciter les banques centrales et institutions publiques tant au niveau européen que national à agir sans délai pour faire face à ces risques et accélérer par tous les moyens la transition vers un mix énergétique propre. Nous proposons une série de recommandations<sup>3</sup>, dont plusieurs concernent directement la supervision et la politique monétaire de la Banque de France.

Ayant l'intention d'interagir de manière constructive avec les acteurs financiers privés et publics, nous aimerions vous inviter à partager vos réflexions et vos projets afin de protéger la stabilité financière en fonction de l'exposition des banques françaises à ces risques. En particulier, nous aimerions savoir :

- Au vu des résultats agrégés des stress-tests climatiques de la BCE, dans quelle mesure les banques françaises sont-elles exposées à ces types de risques de crédit ?
- Dans quelle mesure les banques françaises collectent-elles les DPE associés aux crédits immobiliers ? Combien s'appuient sur des proxys et quelle est la part des portefeuilles dont les prêts ne sont associés à aucune classification DPE ?
- Quand les scénarios élaborés par le NGFS<sup>4</sup> prendront-ils en compte la hausse des coûts de l'énergie et du logement en tant que facteur potentiel de choc sur les dépenses des ménages à court et moyen terme ?
- Que fait déjà ou prévoit de faire la Banque de France pour accélérer la collecte de données précises sur la performance énergétique des bâtiments, y compris pour les banques qui n'ont pas fait partie de l'exercice de stress test climatique ?
- Quelles mesures prudentielles la Banque de France promeut-elle au sein du SSM afin de traiter les risques financiers liés au climat qui sont spécifiquement liés au manque d'efficacité énergétique dans les collatéraux immobiliers des banques ?
- En promouvant ces mesures, comment la Banque de France prendra-t-elle en compte leurs éventuels effets secondaires négatifs en termes d'accessibilité et de coût des prêts hypothécaires et des prêts à la rénovation énergétique pour les consommateurs les plus vulnérables ?

---

1 Paul Schreiber, "[Managing inflation by supercharging a clean energy transition](#)", Reclaim Finance, September 2022

2 Louis-Gaëtan Giraudet, Anna Petronevich, Laurent Faucheu, "How do lenders price energy efficiency? Evidence from personal consumption loans", Banque de France, 2016

3 [Unlocking home renovation in Europe](#), 2022

4 [NGFS Climate Scenarios for central banks and supervisors](#)



- Que fait la Banque de France pour permettre aux banques d'intégrer dans leurs règles prudentielles la solvabilisation des ménages permise par des prêts destinés à améliorer l'efficacité énergétique de leur logement ?
- Compte tenu des montants des investissements publics et privés supplémentaires nécessaires pour la rénovation des bâtiments, comment la Banque de France s'assurera-t-elle que l'effet des hausses de taux d'intérêt ne se répercute pas de façon disproportionnée sur le coût des investissements dans l'efficacité énergétique ?
- Quelles mesures de politique monétaire la Banque de France envisage-t-elle afin d'améliorer l'accessibilité et l'attractivité des prêts bancaires dédiés à la rénovation thermique des logements et autres projets susceptibles de contribuer au plan de sobriété énergétique proposé par le gouvernement ?

Nous attendons avec impatience votre réponse et restons à votre disposition pour partager notre expertise et nos préoccupations avec vous et vos équipes. Aucune crise n'a de solution évidente ou facile, mais nous espérons que notre travail aidera la Banque de France et d'autres institutions à formuler une réponse rapide et efficace qui contribue à accélérer la transition énergétique tout en protégeant le bien-être économique et la stabilité financière des citoyens.

Recevez, Monsieur le Gouverneur, nos salutations distinguées,

Hélène Gassin, Présidente de l'Association NegaWatt  
 Jean Jouzel, Président d'honneur d'Agir pour le climat  
 Nicolas Dufrêne, directeur de l'Institut Rousseau  
 Stanislas Jourdan, directeur de Positive Money Europe  
 Michel Lepetit, Vice-Président de The Shift Project  
 Manuel Domergue, Directeur des études de la Fondation Abbé Pierre

**THE SHIFT  
PROJECT**



**AGIR**   
**POUR LE CLIMAT**  
 PACTE FINANCE-CLIMAT



INSTITUT  
**ROUSSEAU**

  
 ASSOCIATION  
**négaWatt**

